



Source : <https://www.sortirdunucleaire.org/Obama-artisan-de-la-renaissance-du>

Réseau Sortir du nucléaire > Informez

vous > Revue "Sortir du nucléaire" > Sortir du nucléaire n°41 > **Obama, artisan de la renaissance du nucléaire**

1er février 2009

Obama, artisan de la renaissance du nucléaire

Après une ère Bush marquée par le règne de l'énergie sale et la négation totale des préoccupations environnementales, l'élection de Barack Obama peut-elle laisser espérer une évolution importante de la politique énergétique américaine ?

Le nouveau président fait certes preuve de plus de prudence que ses prédécesseurs et concurrents, mais la sortie du nucléaire ne semble pas vraiment à l'ordre du jour...

Une politique énergétique novatrice... mais qui laisse une place au nucléaire

La question énergétique occupe une place importante dans le programme de Barack Obama, qui s'est fixé deux grands objectifs : réduire la dépendance énergétique américaine, et surtout lutter contre le changement climatique, "un des enjeux les plus sérieux de notre siècle" ; il s'agirait de stabiliser les émissions américaines de gaz à effet de serre au niveau de 1990 d'ici à 2020, et en les réduisant de 80 % d'ici à 2050. Là où son rival républicain pariait sur les forces du marché et le renforcement des forages, le tandem Biden-Obama a élaboré un plan prévoyant 15 milliards de dollars d'investissement public par an et la création de 5 millions d'emplois "verts". Au programme, un système d'échanges de quotas, des mesures d'économie du pétrole, le développement des véhicules hybrides, un fort soutien aux énergies renouvelables... Ambitieux, certes, mais encore loin des scénarios 100% renouvelables(1) : le solaire et l'éolien seront mis à contribution, mais le nucléaire aura aussi sa part dans le mix énergétique(2), et la construction de nouvelles centrales est envisagée(3).

Pronucléaire sans enthousiasme ?

Après 30 ans sans nouveau projet de centrales, le discours de la "nuclear renaissance" a le vent en poupe aux Etats-Unis et touche une grande partie de la classe politique. Le président nouvellement élu ne s'en démarque pas, mais dans le paysage ambiant, il fait plutôt figure de modéré. Pour mémoire, John Mc Cain avait fièrement présenté les visites de centrales effectuées dans le cadre de sa campagne comme des preuves du sérieux de sa politique énergétique. Obama, quant à lui, semble envisager l'option nucléaire par "réalisme" plutôt que par conviction. "Je pense que nous serons bien obligés d'avoir recours au nucléaire", déclarait-il dans une conférence de presse en mai dernier,

“maintenant, ce à quoi il nous faut réfléchir, c’est : pouvons-nous stocker les déchets proprement ? Pouvons-nous nous assurer de la sécurité des installations ? Pouvons-nous faire face à la dépense ?”. Cette posture l’a ainsi amené à s’opposer au projet d’enfouissement de Yucca Mountain, dans le Nevada, auquel poussait fortement l’administration Bush, au motif qu’il valait mieux continuer à stocker les matières radioactives sur les sites de production en attendant une meilleure solution, scientifiquement éprouvée.

D’autre part, Obama a manifesté un engagement ferme à lutter contre la prolifération nucléaire, se distinguant par cela de son rival républicain. La crainte du risque terroriste s’ajoutant à cela devrait laisser présager, en tout état de cause, de critères plus stricts en matière de sécurité.

Le choix de Steven Chu comme futur secrétaire d’Etat à l’Energie semble confirmer cette posture. Scientifique passionné par les énergies renouvelables et convaincu de la nécessité d’agir contre le changement climatique, celui-ci est également un supporter modéré de l’énergie nucléaire. Bien que signataire d’un rapport sur "le rôle essentiel du nucléaire dans un futur énergétique soutenable", il partage les préoccupations d’Obama sur la sécurité, les risques de prolifération et les déchets, et s’est opposé au projet de Yucca Mountain.

Quelle indépendance par rapport à l’influence des lobbies ?

Préoccupations sincères... ou souci de ménager une opinion publique marquée par le souvenir de l’accident de Three Mile Island et la peur du terrorisme ? A regarder de plus près, les liens de nombreux politiciens avec l’industrie nucléaire laissent en effet à réfléchir. Dans un système électoral où la victoire se joue beaucoup sur la capacité des candidats à lever des fonds, celle-ci représente un donateur majeur, à l’instar du lobby pétrolier. Hillary Clinton a ainsi reçu près de 70000\$ du fournisseur d’énergie NRG Energy. Quant à Barack Obama, il n’échappe pas à la règle, loin de là. Son quatrième plus gros contributeur n’est autre qu’Exelon, le plus grand fournisseur d’électricité d’origine nucléaire des Etats-Unis, particulièrement implanté dans l’Illinois (l’Etat où il a été élu sénateur), et dont il a reçu près de 227000\$ depuis 2003, au cours de ses diverses campagnes. Parmi ses plus importants donateurs se trouvent des membres du directoire d’Exelon. Notons également que Daniel Axelrod, le conseiller politique d’Obama, a travaillé comme consultant pour Exelon...

Doit-on en déduire qu’Obama, malgré ses discours “modérés”, est dévoué au nucléaire comme Bush au pétrole ? En tout cas, dans l’Illinois, Etat fédéré le plus nucléarisé, le lobby semble incontournable et remarquablement influent. En 2006, un scandale avait éclaté autour de la centrale de Braidwood, gérée par Exelon, suite à la révélation d’importantes fuites radioactives dans l’environnement. Barack Obama, alors sénateur, avait proposé une loi obligeant les exploitants à signaler aux autorités tout rejet dépassant la norme. Un projet progressivement vidé de sa substance sous l’influence du fournisseur d’énergie, qui a mené le sénateur démocrate à revoir sa copie : dans la proposition finale, la déclaration avait perdu son caractère obligatoire et ne s’effectuait plus que sur la base du volontariat(4)...

Rien n’est encore joué !

Entre les préoccupations électoralistes (le refus du projet de Yucca Mountain a largement contribué à faire basculer le Nevada dans le camp démocrate) et l’influence exercée par les lobbies, il est donc difficile de cerner les opinions personnelles d’Obama sur le nucléaire. Une fois investi président, restera-t-il lié à cette industrie, ou pourra-t-il se permettre plus d’indépendance ? Il est encore difficile de l’estimer.

Quoi qu’il en soit, d’autres facteurs pèseront sur la définition de la politique énergétique.

La crise économique contribuera sans doute à affaiblir les projets de “renaissance du nucléaire”, la baisse de la demande d’énergie s’ajoutant à la raréfaction des financements. L’industrie est certes

prête à batailler ferme et faire jouer tous ses appuis pour obtenir plus de facilités d'emprunt ; cependant, elle pourrait se heurter à des refus de plus en plus fréquents. On peut espérer que l'arbitrage se fera alors en faveur des énergies renouvelables et des programmes d'efficacité énergétique, qui ont déjà fait leurs preuves en Californie(5). Néanmoins, il y a fort à parier qu'on assistera également à une décision d'allongement de la durée de vie des centrales jusqu'à 50 ou 60 ans, le renouvellement des 104 réacteurs américains étant difficilement réalisable... Mais surtout, tout nouveau projet de centrale se heurtera aux réticences persistantes de la société civile. Espérons en particulier que l'administration d'Obama prêter attention aux résultats d'un référendum qui s'est tenu voici quelques mois dans la banlieue de Chicago6. 68 % des votants s'y sont exprimés pour demander à leurs élus d'engager la sortie du nucléaire et de le remplacer par les énergies renouvelables !

Charlotte Mijeon

Salariée du Réseau "Sortir du nucléaire"

Chargée des relations internationales

charlotte.mijeon@sortirdunucleaire.fr

1. Un tel scénario a déjà été élaboré par l'Institute for Energy and Environment Research "Carbon-free and nuclear-free : a Roadmap for US Energy Policy " (www.ieer.org/carbonfree/summary.pdf).

2. Pour en savoir plus : "Obama : ce qui va changer dans l'énergie", article paru sur www.enerzine.com, 5/11/2008.

3. Pour mémoire, les Etats-Unis comptent 104 réacteurs, qui fournissent 21% de l'électricité du pays.

4. Mike McIntire, "Nuclear Leaks and Response Tested Obama in Senate", New York Times, 3 février 2008.

5. Grâce à des programmes volontaristes d'efficacité énergétique, la consommation d'énergie par habitant est restée constante en Californie depuis les années 1970, alors qu'elle a crû de près de 50 % dans le reste du pays (Cf www.actualites-news-environnement.com, 26/06/2007).

6. Voir l'article "A Chicago-area electoral victory says "No we won't" to nuke power" de Harvey Wassermann (www.freepress.org/columns/display/7/2008/1695)